

**N° DP 24/388**

## **DECISION DU PRESIDENT**

### **ATTRIBUTION DE SUBVENTION POUR L'ANNEE 2024 - ASSOCIATION AGRIBIOVAR - DEVELOPPEMENT DE L'AGRICULTURE BIOLOGIQUE ET SOUTIEN A LA MISE EN OEUVRE DU PROJET ALIMENTAIRE SUR LE TERRITOIRE DE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE - 10 000 EUROS**

#### **Le Président de la Métropole**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole « Toulon Provence Méditerranée »,

**VU** la délibération n° 23/05/075 du 4 mai 2023 portant élection du Président,

**VU** la délibération n° 23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

**VU** l'avis favorable de la Commission Attractivité Economique et Développement Numérique du jeudi 4 avril 2024 pour l'attribution d'une subvention de 10 000 euros,

**CONSIDERANT** la demande de subvention de l'Association AGRIBIOVAR de 14 280 euros pour les actions de développement de l'agriculture biologique, l'introduction de produits bio dans la restauration collective et l'accompagnement dans la mise en œuvre du Projet Alimentaire sur le territoire de TOULON PROVENCE MEDITERRANEE pour un budget prévisionnel total de 495 173 euros,

**CONSIDERANT** que l'Association AGRIBIOVAR, créée en 1997 afin de rassembler les agriculteurs biologiques, a pour but de défendre, développer et promouvoir l'agriculture biologique du département du Var,

**CONSIDERANT** que sur le territoire de TOULON PROVENCE MEDITERRANEE, 29,8 % de la surface agricole est cultivée en bio, soit 819 hectares et 92 exploitations engagées en 2022,

**CONSIDERANT** que l'Association AGRIBIOVAR, compte 220 adhérents en 2023 soit près de la moitié des producteurs bio du Var regroupant la totalité des productions du département : maraîchage, viticulture, élevage, grandes cultures, arboriculture et plantes à parfum aromatiques et médicinales,

**CONSIDERANT** les multiples actions menées par l'Association AGRIBIOVAR : de l'organisation de formations techniques à l'accompagnement des producteurs dans les démarches de conversions à l'agriculture biologique en passant par l'accompagnement des restaurants collectifs pour introduire des produits bio et locaux dans les achats et les menus,

**CONSIDERANT** que la conversion en agriculture biologique des filières agricoles est un objectif stratégique de développement de l'agriculture sur le territoire de la Métropole fortement urbanisé dans un contexte où la protection de l'environnement et de la ressource en eau sont au cœur des préoccupations et doivent s'imposer dans le maintien et le développement économique,

**CONSIDERANT** que l'Association AGRIBIOVAR est un acteur incontournable de cette agriculture en pleine mutation sur notre territoire, ses actions permettent aux filières d'entamer la transition écologique et l'adaptation aux enjeux climatiques de demain avec notamment l'augmentation des températures et la pluviométrie en baisse,

**CONSIDERANT** que l'offre en produits bio locaux est encore inférieure à la demande notamment pour un approvisionnement de la restauration collective, la Loi Egalim impose 50% de produits durables dont 20 % de produits bio dans la restauration collective, les produits bio de proximité font partie également des 50% de produits durables,

**CONSIDERANT** que l'Association AGRIBIOVAR, partenaire du Projet Alimentaire de Territoire (PAT) TOULON PROVENCE MEDITERRANEE participe aux différents COPIL et COPITECH et y apporte son expertise,

**CONSIDERANT** que les actions d'AGRIBIOVAR méritent d'être poursuivies, pour toucher de nouveaux producteurs, mais également suivre les producteurs biologiques du territoire et les sécuriser dans leur production, sur le plan technique et commercial, dans un souci de structuration de la filière locale,

**CONSIDERANT** la convention, ci-jointe,

## **D E C I D E**

### **ARTICLE 1**

**DE SIGNER** la convention, ci-annexée, avec l'Association AGRIBIOVAR en vue de l'attribution d'une subvention de 10 000 euros, soit 56,03 % maximum du coût total du programme d'actions réalisées, pour l'année 2024.

### **ARTICLE 2**

**DE DIRE** que le montant sera revu en fonction des dépenses effectivement réalisées selon les modalités de calcul prévues à l'article 5 de la convention sans dépasser le montant maximum ci-dessus attribué.

### **ARTICLE 3**

**DE DIRE** que les crédits sont inscrits au Budget Principal 2024, article 65748 – opération 1147 – Fonction 6312.

La présente Décision sera

- transmise à Monsieur le Préfet
- reproduite sur le Registre ouvert à cet effet
- affiché sur les panneaux destinés à cet effet
- communiquée sous forme de donner acte du Conseil Métropolitain lors de sa prochaine séance

Fait à Toulon, le **17 MAI 2024**

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée



1000 12/14 11 1



## **CONVENTION ANNUELLE D'OBJECTIFS 2024**

### **ASSOCIATION AGRIBIOVAR**

#### **DEVELOPPEMENT DE L'AGRICULTURE BIOLOGIQUE – SOUTIEN A LA MISE EN ŒUVRE DU PROJET ALIMENTAIRE SUR LE TERRITOIRE DE TOULON PROVENCE MEDITTERANEE**

#### **ENTRE**

**La Métropole TOULON PROVENCE MEDITTERANEE, sise 107 boulevard Henri Fabre à TOULON, représentée par son Président en exercice, agissant en vertu de la décision DP N° 24 / ..... en date du ..... 2024,**

**Ci-après désignée « La Métropole »,**

#### **ET**

**L'Association AGRIBIOVAR, régie par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901, ayant son siège au CANNET DES MAURES, Maison du Paysan – ZAC Gueiranne, représentée par son Président, Monsieur Florent VICAIRE, dûment habilité à cet effet par les statuts de l'Association ci-après désignée AGRIBIOVAR,**

**Ci-Après désignée « L'Association »**

#### **Il est préalablement exposé ce qui suit :**

La conversion en agriculture biologique des filières agricoles est un objectif stratégique de développement de l'agriculture sur le territoire de la Métropole fortement urbanisé dans un contexte où la protection de l'environnement et de la ressource en eau sont au cœur des préoccupations et doivent s'imposer dans le maintien et le développement économique des filières.

Par ailleurs l'offre en produits bio locaux est encore inférieure à la demande notamment pour un approvisionnement de la restauration collective. La Loi Egalim impose 50% de produits durables dont 20 % de produits bio dans la restauration collective, les produits bio de proximité font également partie des 50% de produits durables.

AGRIBIOVAR est un acteur incontournable de cette agriculture en transition. Ces actions permettent aux filières d'entamer la transition écologique et l'adaptation aux enjeux climatiques de demain et notamment le réchauffement des températures et la pluviométrie en baisse.

Par ailleurs AGRIBIOVAR est moteur comme partenaire dans l'animation du Projet Alimentaire Territorial et la conduite d'actions en lien avec l'approvisionnement de la restauration collective en produits bio.

**Ceci étant exposé, il est convenu et rappelé ce qui suit :**

## **ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION**

La présente convention a pour objet de définir les conditions du concours financier apporté par la Métropole au projet défini en annexe I que l'Association s'engage à mettre en œuvre à son initiative et sous sa responsabilité.

La convention définit le montant, les conditions de versement et de contrôle de l'aide accordée par la Métropole, ainsi que les engagements respectifs des parties.

## **ARTICLE 2 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION**

La présente convention entre en vigueur à compter de sa date de notification.  
Elle est conclue au titre de l'année 2024.

## **ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION**

L'Association s'engage à :

- Mettre en œuvre le projet, objet de la présente convention,
- Mentionner le soutien apporté par la Métropole notamment en apposant le logo TPM (et éventuellement celui du Projet Alimentaire Territorial : PAT) sur tous supports de communication destinés au public ainsi qu'à l'occasion de toute manifestation publique ou opération médiatique qui pourrait être organisée par ses soins,
- Informer sans tarder la Métropole par courrier recommandé avec accusé de réception en cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention,
- Porter à la connaissance de la Métropole tout changement de statut de l'association. L'Association informe sans délai la Métropole de toute modification, de toute nouvelle déclaration enregistrée au Registre National des associations et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.

- Respecter le Contrat d'Engagement Républicain (CER) conformément au décret n° 2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000, en vertu duquel les associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat, s'engagent « à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (...) », « à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République » et « à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public ».

## **ARTICLE 4 : ENGAGEMENTS DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE**

La Métropole s'engage à soutenir financièrement, pour l'exercice 2024, l'Association AGRIBIOVAR à hauteur de 10 000 euros pour le développement de l'agriculture biologique, le soutien à la mise en œuvre du Projet Alimentaire sur le Territoire de TOULON PROVENCE MEDITERRANEE.

Ce montant sera inscrit au Budget principal 2024, article 65748 – opération 1147 – Fonction 6312.

Le concours apporté à la réalisation du projet porte sur 56,03 % du montant des dépenses subventionnables, représentant la limite supérieure de la participation de la Métropole.

## **ARTICLE 5 : MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION**

La subvention de **10 000 euros** sera versée à **L'Association AGRIBIOVAR** de la façon suivante :

- Un acompte de 70 %, soit **7 000 euros** à la notification de la présente convention
- Le solde, soit **3 000 euros** après la remise des pièces justificatives suivantes :
  - o Un compte-rendu financier des actions réalisées en 2024 par le bénéficiaire, signé par le Président et la Trésorière. Ce compte-rendu financier devra comprendre un bilan qualitatif du projet ainsi qu'un état détaillé des dépenses attestant de la conformité des dépenses à l'objet de la subvention, ainsi qu'une explication des données chiffrées,
  - o Le rapport annuel d'activités 2024 évaluant l'impact des actions subventionnées,
  - o Procès-verbal de l'approbation des comptes de l'exercice 2024 (dépenses et recettes) tels qu'ils ont été présentés devant l'Assemblée Générale, visés par le Président et certifiés par le Trésorier (ou par un expert-comptable si l'aide publique est supérieure à 75 000 euros), bilan, compte de résultats et annexes ainsi que le rapport du commissaire aux comptes s'il y a lieu d'en désigner un (*obligatoire pour les associations bénéficiant d'une aide publique supérieure à 153 000 euros*).

Les pièces nécessaires pour le versement du solde doivent être communiquées au plus tard dans les 6 mois suivant la clôture de l'exercice.

Les documents attestant de la réalisation du projet doivent être adressés à la Métropole par voie dématérialisée au service instructeur ou par courrier RAR.

La participation financière est créditée au compte du bénéficiaire dont les références figurent sur le relevé d'identité bancaire fourni par l'Association lors de sa demande de subvention.

Le versement de la participation financière s'effectue selon les règles de la comptabilité publique :

- L'ordonnateur de la dépense est le Président de la Métropole,
- Le comptable assignataire est le comptable public de la Métropole.

La Métropole contrôle à l'issue de la convention que sa participation financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du projet. Dans le cas où, après vérification des pièces transmises, le montant réel des dépenses serait inférieur au montant inscrit dans le budget prévisionnel, le solde à verser sera ajusté au prorata des dépenses réellement engagées et payées par l'association. Il sera également possible d'exiger le remboursement de la quote-part de subvention supérieure aux coûts éligibles du projet.

## **ARTICLE 6 : OBLIGATIONS FINANCIERES ET COMPTABLES DE L'ASSOCIATION**

L'Association adopte un cadre budgétaire et comptable conforme au plan comptable général révisé par le règlement n° 2018-06 du 5 décembre 2018 de l'Autorité des Normes Comptables.

L'Association doit faire approuver et certifier conforme ses comptes par son Président (*pour une aide publique inférieure à 75 000 euros*).

L'Association doit faire approuver et certifier conforme ses comptes par un expert-comptable (*pour une aide publique supérieure à 75 000 euros*).

L'Association doit faire approuver et certifier conforme ses comptes par un Commissaire Aux Comptes (*pour une aide publique supérieure à 153 000 euros*).

L'Association valorise et précise les mises à dispositions de personnes, de biens meubles ou immeubles dans ses comptes annuels.

L'Association doit communiquer à la Métropole au plus tard 6 mois après la date d'arrêt des comptes, l'ensemble des documents visés à l'article 5 de la présente convention.

## **ARTICLE 7 : CONTROLES PAR LES SERVICES DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE**

Dans le cadre du contrôle du bon usage des deniers publics, la Métropole contrôle et évalue l'utilisation de la subvention au regard de l'objet de la présente convention.

En vertu des dispositions de l'article L. 1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole pourra ainsi procéder ou faire procéder par ses services ou un tiers dûment mandaté à cet effet aux contrôles sur pièces ou sur place qu'elle jugerait utiles pour s'assurer de la bonne utilisation de la subvention et de la bonne exécution de la présente convention.

Dans ce cadre, l'Association s'engage à faciliter les contrôles des services de la Métropole tant d'un point de vue quantitatif que qualitatif, et leur communiquer sur simple demande tout document de nature juridique, fiscale, sociale, comptable et de gestion.

## **ARTICLE 8 : ANNEXES**



Les annexes I et II font partie intégrante de la convention.

## **ARTICLE 9 : SANCTIONS EN CAS DE NON RESPECT DES OBLIGATIONS CONTRACTUELLES**

En cas d'inexécution par l'Association de l'une ou l'autre de ses obligations contractuelles et en cas de retard dans la production des documents visés à l'article 5, la Métropole pourra, selon le cas, suspendre le versement de la subvention, en diminuer le montant ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées.

Il en sera de même si à la suite des opérations de contrôle des services de la Métropole, il apparaissait que la subvention a été totalement ou partiellement utilisée à des fins non conformes à l'objet de la convention.

La Métropole en informera l'association par courrier recommandé avec accusé de réception après avoir préalablement invité l'association à présenter ses observations dans un délai qui sera fixé par ledit courrier.

La Métropole pourra également résilier de plein droit la présente convention après avoir préalablement invité les représentants de l'Association à présenter leurs observations.

La résiliation de la convention implique l'interruption de la subvention et la restitution des montants indûment perçus n'entrant pas dans le cadre de la convention.

En outre, la Métropole pourra résilier de plein droit la présente convention sans indemnité, ni préavis, en cas de survenance de tout événement ayant pour effet de rendre sans objet la présente convention ou pour tout motif d'intérêt général, et le cas échéant en cas de retrait d'agrément, de dissolution, de liquidation judiciaire ou d'insolvabilité notoire de l'association.

La résiliation de la convention dans ces conditions entraîne l'interruption immédiate du versement de la subvention.

Le remboursement des sommes déjà versées se fera sur la présentation d'un titre de recettes notifié par le comptable public.

## **ARTICLE 10 : MODIFICATION DE LA CONVENTION**

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

La demande de modification de la présente convention par l'association est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification.

Dans un délai de 1 mois suivant l'envoi de cette demande, la Métropole peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

## **ARTICLE 11 : RENOUVELLEMENT**

La convention est conclue pour l'année 2024. Elle n'est pas renouvelable par tacite reconduction.

En cas de demande de renouvellement, l'Association procédera au dépôt d'un nouveau dossier de demande de subvention.

## **ARTICLE 12 : ASSURANCE ET RESPONSABILITES**

L'Association s'engage à souscrire toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité et pour que la responsabilité de la Métropole ne puisse être recherchée.

Le bénéficiaire devra être en mesure de justifier à tout moment de la souscription de ces polices d'assurance et du paiement effectifs des primes correspondantes.

En cas de renouvellement de contrat pendant la durée de la convention, l'Association devra envoyer l'attestation d'assurance renouvelée à la Métropole sans délai.

## **ARTICLE 13 : POLITIQUE DE GESTION DES DONNEES PERSONNELLES**

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et la Métropole s'engage à ce que la collecte et le traitement de ces données soient conformes à la réglementation applicable en matières des données à caractère personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et Loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

### Collecte et utilisation des données

Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein de l'association, des informations financières ou personnelles, en fonction de la nature de votre demande sont collectées.

Elles sont obligatoires pour le traitement de votre demande afin d'étudier précisément vos droits. En cas de refus la demande ne pourra pas être traitée.

### Finalité du traitement des données personnelles

Dans le cadre du traitement de demande de subvention, la Métropole collecte les données pour les usages suivants : instruction et suivi d'exécution des demandes de subvention dans le cadre d'action relevant de la compétence (...).

### Destinataire des données personnelles

Les données collectées et enregistrées sont destinées aux services qui traitent les demandes et, si nécessaire, aux services compétents en matière de mandatement financier.

### Conservation des données personnelles

Les données et justificatifs collectés sont conservés pendant 10 ans conformément aux obligations légales en vigueur.

### Sécurité des données personnelles

Pour garantir un respect optimal de la vie privée, la Métropole prend toutes mesures appropriées pour la sécurité et la confidentialité des données à caractères personnel en vue de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisés.

### Droit d'accès, de modification, de rectification

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant.

Ce droit peut être exercé à tout moment directement :

- Par courrier électronique à : [donnees\\_personnelles@metropoletpm.fr](mailto:donnees_personnelles@metropoletpm.fr)
- Par courrier postal à Monsieur le Délégué à la protection des données – Métropole TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE, 107, Boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 TOULON Cedex 9.

Toutefois, les demandes d'effacement sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information, et aux obligations applicables prévues par la loi.

En cas de difficulté en lien avec la gestion de vos données personnelles, vous pouvez introduire une réclamation auprès de la CNIL – 3, Place Fontenoy – TSA 80175 – 75334 Paris cedex [www.cnil.fr](http://www.cnil.fr)

## ARTICLE 14 : RECOURS

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du Tribunal administratif de Toulon.

Fait en deux exemplaires originaux,

A Toulon, le

<p>Pour <b>L'ASSOCIATION AGRIBIOVAR</b></p> <p>Le Président <b>Florent VICAIRE</b></p>	<p>Pour la Métropole <b>TOULON PROVENCE MEDITERRANEE</b></p> <p>Le Président <b>Jean-Pierre GIRAN</b></p>
--	---

## ANNEXE I :

L'Association s'engage à mettre en œuvre le projet visé à l'article 1<sup>er</sup> de la présente convention :

### CONTEXTE

La Région Sud PACA est la première région Bio de France avec plus d'un quart de sa surface agricole cultivée selon le mode de production bio.

A l'échelle du Département ce sont 38,1% des surfaces agricoles utiles qui sont cultivées selon le mode de production Bio.

Sur TPM, on dénombre en 2022, 819 ha en bio ou en conversion sur le territoire avec 92 exploitations, ce qui représente 29,8% de la surface agricole du territoire. Cette surface a doublé entre 2014 et 2019. On comptait, pour mémoire, 77 exploitations engagées en Bio en 2020.

**L'Association AGRIBIOVAR**, compte 220 adhérents en 2023 soit près de la moitié des producteurs bio du Var couvrant la totalité des productions du département : maraîchage, viticulture, élevage, grandes cultures, arboriculture et plantes à parfum aromatiques et médicinales.

Les missions de l'Association sont :

- **Accompagner** les producteurs bio ou en conversion : Formations, Accompagnements spécifiques, Groupes d'échanges techniques, ...
- **Défendre** les intérêts des producteurs bio du Var : Subventions spécifiques, Soutien juridique
- **Promouvoir** l'agriculture biologique auprès du grand public, des acteurs agricoles et institutionnels (Guide Où trouver des produits bio du Var, Stands de sensibilisation, Salons, Organisation de marchés...)
- **Animer** les filières bio du département : Mise en relation des acteurs, développement des circuits-courts, restauration collective, ...

Toutes les actions menées par AGRIBIOVAR **depuis plus de 10 ans** sur TPM ont permis de sensibiliser et d'accompagner de nombreux producteurs vers l'Agriculture Biologique. Le développement de ce mode de production est essentiel sur un territoire comme TPM fortement urbanisé où les enjeux environnementaux sont marqués (qualité de l'eau notamment). Ainsi les actions d'AGRIBIOVAR méritent d'être poursuivies, pour toucher de nouveaux producteurs, mais également pour suivre les producteurs biologiques du territoire et les sécuriser dans leur production, sur le plan technique et commercial, dans un souci de structuration de la filière locale.

AGRIBIOVAR est un acteur clefs dans la transition agroécologique et l'adaptation des filières aux enjeux climatiques et environnementaux de demain. Les actions menées contribuent aux ambitions du Projet Alimentaire de Territoire.

## DESCRIPTIFS DES ACTIONS de l'Association AGRIBIOVAR en 2024

### ACTION N° 1 : Accompagnement au changement de pratiques agricoles

#### **1.1 Accompagnement des agriculteurs installés ou en conversions et des installations en agriculture biologique sur MTPM**

AGRIBIOVAR effectue un travail d'accompagnement des producteurs et porteurs de projet afin de favoriser le développement de la filière bio par de nouvelles installations, des conversions ainsi qu'en renforçant les fermes sur différents enjeux (techniques, économiques, administratifs, etc.).

AGRIBIOVAR accompagne ainsi :

- À l'installation des porteurs de projet dans leur installation en agriculture biologique, en lien avec les autres organismes (Point Info Installation, Chambre d'agriculture, ADEAR).
- L'Association est également parfois sollicitée par des collectivités du territoire pour apporter son expertise à certains projets d'installation d'agriculteurs en AB.
- A la conversion des fermes en bio. Le soutien d'AGRIBIOVAR est souvent déterminant dans un acte de conversion, les producteurs étant souvent « effrayés » par les démarches à entreprendre.

En général, l'accompagnement se déroule de la manière suivante :

- ◆ Première prise de contact (en général téléphonique)
- ◆ Envoi d'informations (techniques, économiques, réglementaires) par courrier et prise de rendez-vous
- ◆ Diagnostic de conversion : pour les agriculteurs qui le souhaitent, déplacement sur l'exploitation de la conseillère-animatrice d'AGRIBIOVAR pour réaliser un état des lieux des pratiques et étudier avec le producteur les conséquences d'un passage en bio sur l'exploitation. Cette visite est l'occasion de présenter à l'agriculteur les démarches qu'il devra effectuer pour passer en bio, ainsi que les différents dispositifs d'aide auxquels il peut faire appel
- ◆ Au suivi administratif et à l'appui des agriculteurs dans leurs demandes d'aides : choix des aides les plus adaptées, appui à la constitution des dossiers
- ◆ Au suivi (essentiellement technique) des producteurs pour les sécuriser en période de production.

*En 2023, cette action a demandé 2.5 jours de travail.*

#### **Prévisionnel d'actions 2024 :**

**AGRIBIOVAR prévoit 5 jours d'accompagnement des producteurs pour favoriser des installations, des conversions en AB ainsi que le renforcement des compétences pour assurer la pérennité des fermes AB.**

Afin de répondre au mieux aux besoins émergents des producteurs, cet accompagnement peut prendre des formes multiples, selon les besoins du territoire et les sollicitations des producteurs (conseils/suivi technique, appui aux demandes de financement, formations, suivi post-formation, renseignements réglementaires, etc.)

### ***1.2 Appui à l'émergence d'une dynamique collective de commercialisation en circuit-court***

Face à des difficultés rencontrées pour optimiser leurs temps de commercialisation et leurs débouchés autour de la commercialisation, plusieurs producteurs du secteur de Hyères ont souhaité entamer une réflexion autour des possibilités d'actions collectives.

AGRIBIOVAR a accompagné les producteurs du territoire par l'animation d'ateliers de travail entre jeunes producteurs (5 producteurs bio et un apiculteur non bio) afin d'accompagner l'émergence d'une dynamique de mutualisation de leur commercialisation en vente directe.

*En 2023, 3 rencontres ont été organisées pour mettre en commun les attentes et besoins des producteurs, en vue de structurer un collectif pérenne et d'en déterminer les objectifs. Cette action a nécessité 5.5 jours de travail en 2023.*

#### **Prévisionnel d'actions 2024 :**

AGRIBIOVAR prévoit 3.5 jours d'accompagnement pour poursuivre l'accompagnement du collectif dans la définition de leurs objectifs communs et le format d'une éventuelle organisation commerciale collective.

### ***1.3 Appui à l'émergence de cultures innovantes et plus résilientes face au changement climatique***

Face au dérèglement climatique, l'adaptation des filières en place est de plus en plus nécessaire pour assurer la pérennité des fermes. AGRIBIOVAR souhaite répondre aux besoins émergents du terrain et de ses adhérents en favorisant la diversification des fermes vers des cultures innovantes (cacahuète, fruit de la passion, noix de macadamia, papaye, ...) et plus résilientes face au changement climatique.

#### **Prévisionnel d'actions 2024 :**

AGRIBIOVAR prévoit 8 jours d'accompagnement pour lancer une animation auprès des producteurs ayant le souhait de s'orienter vers des cultures de diversification afin de permettre la mise en œuvre de suivi et d'expérimentation, voire de déboucher sur une émergence de dynamique collective (GIEE, GOPEI, etc.).

### **ACTION N° 2 : Appui technique pour une restauration collective durable PAT MTPM**

AGRIBIOVAR accompagne les collectivités et les établissements de restauration collective dans leur démarche d'introduction de produits bio locaux dans leurs menus (rédaction de cahier des charges, composition des repas, gestion de l'approvisionnement, saisonnalité). Plusieurs actions sont prévues pour favoriser un approvisionnement bio et local.

## ***2.1 Accompagnement technique à la rédaction de marchés publics favorisant des produits bio et locaux***

AGRIBIOVAR réalise du conseil à la rédaction des cahiers des charges pour favoriser une alimentation plus durable et en accord avec les objectifs de la loi Egalim. Cet accompagnement peut porter sur la rédaction de marchés en gestion directe ou en gestion concédée.

En 2023, AGRIBIOVAR a accompagné la cuisine centrale de la Seyne sur Mer pour travailler son allotissement, son BPU, sa pondération et ses critères de sélection pour favoriser un approvisionnement bio et local. Cette action a demandé 3 jours de travail.

### **Prévisionnel d'actions 2024 :**

**AGRIBIOVAR prévoit 5 jours d'accompagnement pour répondre à la demande du CCAS de Toulon (marché de denrées) et réaliser un autre accompagnement.**

## ***2.2 Appui à la demande sur le réseau des cantines***

AGRIBIOVAR propose un appui technique à la chargée de mission PAT dans le cadre du lancement de son réseau des cantines. Cet appui vise à soutenir la chargée de mission dans le lancement et l'animation du réseau en apportant ressources, contacts, expertise technique, outils d'animation, etc.

En 2023, cette action a demandé 0,5 jour de travail.

### **Prévisionnel d'actions 2024 :**

**AGRIBIOVAR prévoit 2 jours d'accompagnement pour appuyer la chargée de mission.**

## ***2.3 Organisation de journées d'échanges entre gestionnaires et producteurs (report d'action)***

AGRIBIOVAR favorise la mise en lien entre offre bio locale et restauration collective par l'appui à l'organisation d'une journée d'échange entre gestionnaires et producteurs. Cette action était prévue en 2023 mais n'a pas pu être organisée dans les temps. Il est prévu que l'action soit provisionnée en 2023 et réalisée en 2024 (report d'action, l'accompagnement ne sera pas demandé dans la demande de subvention de 2024).

### **Prévisionnel d'actions 2024 :**

**Cette action va nécessiter 3 jours de travail en 2024 (non demandés dans la demande de financement - report d'action).**

## **ACTION N° 3 : Participation aux instances du PAT**

En tant que partenaire du PAT de la Métropole de TOULON PROVENCE MEDITERRANEE, AGRIBIOVAR participe aux différents COPIL et COPITECH du PAT et y apporte son expertise. La structure appuie également l'organisation de ces événements, à la demande du PAT.

*En 2023, cette action a demandé 3 jours de travail.*



## Prévisionnel d'actions 2024 :

**AGRIBIOVAR prévoit 2 jours de mobilisation pour participer aux événements du PAT.**

### **3.1 Approvisionnement de la restauration collective en produits bio locaux**

AGRIBIOVAR prévoit de s'impliquer dans les actions suivantes :

- Co-organisation d'une 2e rencontre gestionnaire producteurs
- Appui à la rédaction de marchés publics favorisant la bio locale (cuisine centrale de la Seyne sur Mer)
- Appui technique à la demande de la chargée de mission du PAT (appui à l'organisation de réseau des cantines, réponses techniques, etc.)

### **3.2 Participation aux COPIL et COPITECH du PAT**

#### **COÛT DES ACTIONS PREVISIONNELLES 2024**

Thématique	Actions	Jours	Montant
Restauration collective durable	<b>Accompagnement technique restauration collective :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• Appui à la demande sur le réseau des cantines : 2 jours</li><li>• Accompagnement technique marchés publics pour CCAS Toulon + 1 autre : 5 jours</li><li>• Appui à l'organisation d'une rencontre gestionnaire-producteur (report d'action 2023 non comptabilisé).</li></ul>	7	4 900 €
Accompagnement au changement des pratiques agricoles	<b>Accompagnement des producteurs du territoire en AB</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• Accompagnement technique des producteurs pour favoriser des installations, des conversions en AB ainsi que le renforcement des compétences pour assurer la pérennité des fermes AB. : 5 jours.</li><li>• Suivi de la dynamique démarrée collectif de Hyères : 3,5 jours Poursuite de l'accompagnement autour de la mutualisation de la commercialisation (perspective circuit-court) du collectif de 6 producteurs du bassin Hyérois.</li><li>• Accompagnement de la dynamique émergente autour de cultures innovantes (cacahuète, fruit de la passion, noix de macadamia, papaye, ...) et plus résilientes face au changement climatique : 8 jours.</li><li>• Animation auprès des producteurs ayant le souhait de s'orienter vers des cultures de diversification afin de permettre la mise en œuvre de suivi et d'expérimentation, voir de déboucher sur une émergence de dynamique collective (GIEE, GOPEI, etc.).</li></ul>	16,5	11 550 €
Participation aux instances du PAT	<b>Participation aux COPIL et Copitech du PAT</b>	2	1 400 €
	<b>TOTAL</b>	<b>25,5</b>	<b>17 850 €</b>

**La subvention de 10 000 € représente 56,03 % du total des produits :**  
(montant attribué/total des produits) x 100.



## ANNEXE II : BUDGET PREVISIONNEL GLOBAL 2024

CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
<b>CHARGES DIRECTES</b>		<b>RESSOURCES DIRECTES</b>	
60 - Achats	93755	70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	199650
Achats matières et fournitures	93755	73 - Concours publics	0
Autres fournitures	0	74 - Subventions d'exploitation <sup>2</sup>	274481
		Etat : préciser le(s) ministère(s), directions ou services déconcentrés sollicités cf. 1ère page	
61 - Services extérieurs	21700		
Locations	17000	ADEME + DRAAF + AGENCE DE L'EAU	110275
Entretien et réparation	1200		
Assurance	1500	Conseil-s Régional(aux) :	
Documentation	2000	PACA	53876
62 - Autres services extérieurs	36900	Conseil-s Départemental (aux) :	0
Rémunérations intermédiaires et honoraires	23000		
Publicité, publication	3600		
Déplacements, missions	8000	Communes, communautés de communes ou d'agglomérations:	
Services bancaires, autres	2300	TOULON PROVENCE MEDITERRANEE	14280
63 - Impôts et taxes	3500	PROVENCE VERTE	17090
Impôts et taxes sur rémunération	2500	GOLFE DE SAINT-TROPEZ	10500
Autres impôts et taxes	1000	Organismes sociaux (CAF, etc. détailler) :	
64 - Charges de personnel	334820	Fonds européens (FSE, FEADER, etc.)	68460
Rémunération des personnels	247421	L'agence de services et de paiement (emplois aidés)	
Charges sociales	92608	Autres établissements publics	
Autres charges de personnel	-5209	Aides privées (fondation)	
65 - Autres charges de gestion courante	0	75 - Autres produits de gestion courante	15000
		756. Cotisations	15000
		758. Dons manuels - Mécénat	
66 - Charges financières	1298	76 - Produits financiers	4
67 - Charges exceptionnelles	2000	77 - Produits exceptionnels	
68 - Dotations aux amortissements, provisions et engagements	1200	78 - Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	0
69 - Impôt sur les bénéfices (IS); Participation des salariés	0	79 - Transfert de charges	0
<b>TOTAL DES CHARGES HORS CVN</b>	<b>495173</b>	<b>TOTAL DES PRODUITS HORS CVN</b>	<b>489131</b>
Excédent prévisionnel (bénéfice)		Insuffisance prévisionnelle (déficit)	6042

<b>CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE (CVN)<sup>3</sup></b>			
86 - Emplois des contributions volontaires en nature	0	87 - Contributions volontaires en nature	0
860 - Secours en nature		870 - Dons en nature	
861 - Mise à disposition gratuite de biens et services		871 - Prestations en nature	
862 - Prestations			
864 - Personnel bénévole		875 - Bénévolat	
<b>TOTAL DONT CVN</b>	<b>495173</b>	<b>TOTAL DONT CVN</b>	<b>495173</b>

